

SEMINAIRE

**« LES TRANSFORMATIONS GEOPOLITIQUES DANS LE MONDE ARABE :
QUELLES INCIDENCES SUR LE POSITIONNEMENT REGIONAL ET
INTERNATIONAL DU MAROC ? »**

MOT D'INTRODUCTION DE

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES
STRATEGIQUES**

RABAT

JEUDI, 31 OCTOBRE 2013

Mesdames, Messieurs

Il m'est très agréable de vous accueillir, aujourd'hui, à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) dans le cadre de ce séminaire consacré à la présentation des conclusions préliminaires de la seconde phase de l'étude de l'IRES sur la question des transformations géopolitiques dans le monde arabe, examinées sous l'angle de leurs incidences sur le positionnement régional et international du Maroc.

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre des nouvelles Orientations contenues dans le Message Royal, adressé à la 1ère Conférence des Ambassadeurs (30 août 2013), appelant l'IRES à consacrer ses efforts au domaine diplomatique et aux différentes questions, liées aux relations extérieures du Maroc. Il fait suite au séminaire organisé par l'Institut en avril dernier, qui a porté sur l'analyse des clés de compréhension des événements liés au printemps arabe et à l'appréciation des défis qu'ils soulèvent pour le Maroc.

A titre de rappel, les principales conclusions de ce séminaire sont les suivantes :

- La transition politique que d'aucuns appellent « le (s) printemps arabe(s)» est certes porteuse d'espoir, mais soulève des défis considérables. Intervenant sur fond d'une crise économique mondiale dont les effets persistent, cette transition met à rude épreuve la résilience des économies nord-africaines qui ont subi des changements de régime et dans une moindre mesure celle des pays engagés dans des processus dits évolutifs comme le Maroc. Elle suscite, également, des interrogations sur la capacité des nouveaux gouvernements en place à consolider les acquis des révolutions ou des réformes et à accélérer la transition démocratique.



- En effet, la région traverse une transition historique très délicate dont le coût économique est lourd, du moins à court terme. Elle subit les effets du ralentissement de l'économie mondiale lié à la crise économique et financière qui perdure depuis plus de quatre ans et impacte négativement le taux de croissance de la région avec le recul des exportations, le repli des transferts des émigrés, la baisse des recettes du tourisme, le ralentissement des IDE et le recul de l'aide au développement. La région fait face également à la problématique de l'emploi, aux contraintes macroéconomiques à l'heure des déficits élevés et aux exigences liées à la mise en place de réformes favorisant la relance de la croissance économique.
- Au regard de l'acuité de la situation socioéconomique en Afrique du Nord et des incertitudes qui l'entourent, les initiatives mises en place au niveau multilatéral (Partenariat de Deauville ; Ligne de précaution et de liquidité du FMI), régional (programme SPRING lancé par l'Union Européenne en 2011 à la suite de la révision de la politique européenne de voisinage), voire bilatéral, comme c'est le cas pour le Maroc (partenariat stratégique avec les pays du CCG ; Accord de libre-échange approfondi avec l'Union Européenne ; Dialogue stratégique avec les Etats Unis) ne semblent pas être suffisantes pour éponger les chocs auxquels sont confrontés les pays de la région.
- L'ensemble des développements récents illustre l'élargissement de l'espace stratégique nord-africain vers le sud et vers l'est, alors même qu'au nord, il se confond désormais avec l'Union européenne. Les nouvelles frontières géopolitiques de l'espace nord-africain intègrent le voisinage euro-méditerranéen et s'étendent aujourd'hui jusqu'à la zone sahélo-saharienne et jusqu'au rivage du Golfe. L'extension géopolitique de cet espace contribue à sa valorisation stratégique et à sa centralité aux yeux tant des acteurs nord africains que des puissances classiques ou émergentes.



- La menace provenant de l'espace sahélo-saharien prend une dimension majeure, dès lors que des configurations de vide stratégique ou des vulnérabilités sécuritaires (porosité des frontières, faible protection des sites stratégiques comme en Algérie) affectent la sécurité internationale. L'intervention militaire de la France au Mali vient, ainsi, mettre en relief l'existence d'une zone d'intérêt stratégique euromaghrébine allant de l'Europe du sud jusqu'au Sahel en passant par le Maghreb.
- Outre les enjeux géopolitiques, les acteurs internationaux ont trouvé, à travers le (s) « printemps arabes », de nouveaux motifs pour consolider leurs intérêts, comme en témoignent, à titre d'exemple, les positions privilégiées acquises par quelques compagnies pétrolières européennes en Libye. Il convient, aussi, de noter que d'autres acteurs ne sont pas restés en marge de ces évolutions. C'est le cas notamment de la Turquie, qui aspire à jouer un rôle important dans la nouvelle configuration géopolitique et géoéconomique qui se dessine au niveau de la région.
- Compte tenu de la dépendance stratégique et économique de l'Afrique du Nord vis-à-vis de l'Occident et vu les défis politiques internes et le degré élevé des tensions inter-étatiques, la quête d'une position favorable dans les rapports de force actuels rend nécessaire pour les pays nord-africains d'œuvrer en faveur du déplacement du centre de gravité de leurs relations extérieures d'une logique bilatérale à une logique multilatérale, en contribuant de façon active aux instruments de coopération en Méditerranée, notamment sur le plan sécuritaire (UPM, dialogue méditerranéen de l'Otan, 5+5) et en exigeant leur restructuration au profit d'une responsabilité partagée et d'un dialogue politique équitable.



Mesdames, Messieurs

Le Maroc, qui a été épargné des ondes de chocs induites par les « printemps arabes », grâce à sa vocation réformatrice, a fait preuve de proactivité à travers la Constitution de juillet 2011, qui conforte les choix démocratiques du Royaume et lui ouvre des perspectives favorables lui permettant de s'ériger en tant que pays modèle pour sa région.

Il est possible de réunir quelques éléments factuels pour tenter d'évaluer les incidences stratégiques des événements dits du printemps arabe sur le Maroc, en se fondant sur le couple opportunités/risques.

Les retombées des « printemps arabes » coïncident avec une série de « coups stratégiques » qui renforcent le statut international du Maroc. Il y a lieu de citer, à ce titre, l'élection du Maroc au Conseil de sécurité pour la période couvrant 2012-2013, la neutralisation, en avril 2013, par la diplomatie marocaine d'une tentative visant à élargir le mandat de la MINURSO, la conclusion d'un accord de pêche avec l'Union européenne en juillet 2013... A cela s'ajoute l'initiation de réformes internes qui contribueront à consolider les fondements de l'Etat de droit démocratique : achèvement du dialogue national relatif à la réforme en profondeur de la justice, revitalisation du Conseil supérieur de l'enseignement...

Bien entendu, ces évolutions positives ne devraient pas placer le Maroc dans une posture de confort, mais l'inciter à accélérer son élan réformateur pour maintenir sa longueur d'avance par rapport à son voisinage. Les opportunités stratégiques ou fonctionnelles peuvent, parfois, cacher ou véhiculer, en même temps, des menaces ou des risques. Ainsi, quand bien même la situation politique est stable, il n'en demeure pas moins que l'environnement international et, surtout régional, est caractérisé par une instabilité porteuse de risques potentiels : montée des incertitudes dans le voisinage immédiat, insécurité en Libye, troubles en Egypte, recrudescence de la violence au Liban...



Mesdames, Messieurs

Pour cerner les incidences des développements récents dans le voisinage arabe sur le Maroc, la phase II de l'étude, dont les conclusions préliminaires seront discutées aujourd'hui, vise à apporter quelques éléments de réponse aux questionnements suivants :

- Quelles sont les principales opportunités et risques d'ordre géopolitique et économique qui se présentent pour le Maroc en lien avec les processus transitionnels dans certains pays arabes ?
- Comment le statut international du Maroc pourrait-il se renforcer consécutivement au retrait relatif de certains concurrents géopolitiques comme l'Égypte ou la neutralisation de la Libye, pays jusqu'à une date récente hostile à l'intégrité territoriale du Royaume ?
- Quelles nouvelles formes de recompositions politiques, d'alliances et de concurrence se dessinent-elles dans l'espace arabe ? Comment le Maroc pourrait-il s'insérer dans cette dynamique ? Quel type d'alliance pourrait-il envisager avec les puissances traditionnelles et émergentes ?

Ce sont-là quelques questionnements qui devraient cadrer notre débat d'aujourd'hui. La présence d'un panel d'experts des questions géopolitiques et géoéconomiques, est l'occasion d'examiner en profondeur les incidences directes et indirectes des processus transitionnels dans le monde arabe sur le positionnement géostratégique du Maroc.

Je remercie l'ensemble des participants d'avoir répondu favorablement à notre invitation. Je suis persuadé que nous aurons droit à un débat de grande qualité comme il est de coutume à l'IRES.

